

ZONE TERRITORIALE EMPLOI FORMATION GRAND LYON CENTRE & NORD

COMITE STRATEGIQUE TERRITORIAL 11 JUILLET 2014

PARTICIPANTS

Pilote

Cécile Dindar Secrétaire générale adjointe, Préfecture du Rhône

Etat

Frédérique Fouchère Animatrice territoriale Lyon, UT 69 DIRECCTE

Lina Cutaia Animatrice territoriale Lyon, UT 69 DIRECCTE

Linda Carrot Chargée de mission, Préfecture du Rhône

Région / CTEF

Gilles Malandrin Animateur CTEF Grand Lyon Centre et Nord

Cécile Calamand Chargée de mission CTEF Grand Lyon Centre et Nord

Camille Delarbre Chargée de mission, Région Rhône-Alpes

Collectivité

Adélaïde Ribot Chef de projet PLIE, Rillieux-la-pape

Valérie Glatard Maire de Neuville sur Saône

Sylvie Testud Responsable pôle famille et lien, Ville de Caluire et Cuire

Partenaires sociaux

Bertrand Gallois Mandataire, MEDEF Rhône-Alpes

Marie-Rose Fabre Mandataire, Union régionale CFTC

Blandine Lafont Mandataire, CFDT Rhône

Anne Le Restif Membre CE, UD-CGT Rhône

Bruno Cabut Président UPA RA

Education Nationale

Thierry Trallero Provisseur, Lycée du 1^{er} film

Pôle Emploi

Nathalie Halot Directrice territoriale, Pôle Emploi

Hassan Gaïla Directeur agence Caluire et Cuire, Pôle Emploi

ORDRE DU JOUR

- Point d'actualité Etat/Région/partenaires sociaux et retours sur le séminaire régional du 2 juillet
- Retour conférence « emploi et formation dans le sport » et pistes d'action
- Point d'étape plan d'actions et premiers éléments d'évaluation
- Présentation des orientations stratégiques lors de la réunion préparatoire de juin 2014 avec les partenaires sociaux
- Retour sur le travail concernant les métiers en tensions et proposition de méthode de travail
- Questions diverses

POINT D'ACTUALITE ETAT/REGION/PARTENAIRES SOCIAUX ET RETOURS SUR LE SEMINAIRE REGIONAL DU 2 JUILLET

Mot d'accueil de Monsieur Côme Tollet, 1^{er} adjoint au maire de Caluire-et-Cuire, délégué à l'urbanisme, à l'économie et à l'emploi. Monsieur Tollet se réjouit d'accueillir le Comité stratégique,

il indique qu'il compte se mobiliser dans la démarche du GLYCEN, y compris au titre de président de la Mission Locale PNVS.

Madame Cécile Dindar ouvre le Comité stratégique en excusant Yann Crombecque qui a eu un empêchement personnel.

- **Point sur la conjoncture économique**

Cécile Dindar présente les éléments de situation économique (voir pièce jointe).

- **Retours sur le séminaire régional du 2 juillet « Territorialisation » réunissant Etat – Région – Partenaires sociaux**

Cécile Dindar fait un retour sur les enseignements du séminaire :

- l'Etat, la Région et les Partenaires sociaux retiennent tous l'aspect novateur de la démarche qui lie territorialisation et quadripartisme sur les 27 territoires. Il y a un souhait de continuer et d'approfondir,
- Une orientation majeure devrait être d'associer plus étroitement développement économique et emploi, permettant d'avoir une approche en termes de GPEC territoriale et d'accompagnement des mutations économiques. De même les instances devraient être capables de travailler plus sur les signaux d'alerte ou les entreprises en difficultés, etc.
- Au vu des échéances électorales concernant le Conseil régional, le protocole signé en 2011 ne sera pas modifié avant 2016 : ni en termes de périmètres géographiques, ni sur contenus des instances.

Il est rappelé également que l'Etat, la Région et les Partenaires sociaux ont retenu une bonne pratique mise en place sur Glycen : réunir l'Etat, la Région et les partenaires sociaux sous la forme d'un « bureau » en amont du Comité stratégique pour y préparer ensemble l'ordre du jour.

Madame Dindar invite les membres du CST qui étaient présents au séminaire « territorialisation » Etat Région Partenaires sociaux du 2 juillet à intervenir pour réagir au contenu.

Anne Le Restif souligne l'absence d'information sur les plans sociaux en cours au sein des instances des ZTEF, alors qu'ils sont souvent accompagnés par les mêmes personnes qui siègent dans les instances. Ce point devrait être amélioré à l'avenir.

Marie-Rose Fabre confirme l'intervention et insiste sur le fait que les demandeurs d'emploi, jeunes en particulier, ne connaissent pas assez les aides auxquels ils pourraient accéder pour leurs démarches.

=> Cécile Dindar indique qu'il serait important pour la démarche territoriale que le CST puisse s'adosser à un travail de veille et d'anticipation. Cette veille/prospective pourrait prendre appui sur le travail déjà enclenché de carte des grands projets en y associant les services économie de la DIRECCTE, les services économie de la Région, etc.

Thierry Trallero intervient pour demander comment les jeunes des lycées professionnels ou des universités peuvent se saisir de l'offre de service de Pôle Emploi, notamment concernant les ateliers de la recherche d'emploi (CV, lettres de motivation, simulation d'entretien...).

Nathalie Halot se dit prête à mobiliser une partie de ses équipes dans une démarche locale avec les établissements scolaires.

=> il est proposé qu'à partir de septembre/octobre un groupe de travail soit

monté associant notamment Pôle Emploi et Education Nationale pour envisager une démarche d'appui aux techniques de recherche d'emploi appliquées aux scolaires en recherche de lieu d'alternance ou de sortie emploi à l'issue de leurs études

Bruno Cabut intervient pour témoigner de la difficulté qu'ont les artisans à identifier un interlocuteur privilégié au sein de Pôle Emploi dans leur démarche d'embauche. Il faudrait plus de personnel dédié aux TPE et artisans sans quoi les chefs d'entreprises continueront à ne pas se tourner en priorité vers Pôle Emploi pour y déposer des offres.

En seconde idée, comme l'indique la Commission Paritaire Régionale Interprofessionnelle de l'Artisanat, il serait souhaitable d'améliorer le parcours des jeunes, de la découverte des métiers à l'acquisition des qualifications, et éviter les ruptures entre dispositifs.

Nathalie Halot indique que sur le territoire « Lyon centre Villeurbanne » il existe des interlocuteurs dédiés au recrutement des artisans.

=> Une action assez simple consisterait à diffuser la liste des interlocuteurs

Concernant la 2^e piste sur l'amélioration du parcours des jeunes, Gilles Malandrin informe le Comité stratégique que dans le cadre du marché public sur les parcours qualifiants Région-Pôle Emploi, il a été décidé de développer les parcours longs PFE (parcours formation emploi) qui étaient expérimentaux et qui en 2015 seront déployés sur 4 domaines métiers sur le département avec 240 places : bâtiment, restauration, services à la personne, maintenance.

=> Une piste pourra être de mobiliser les branches professionnelles à la mise en œuvre de ces parcours longs

A cette occasion, les membres du CST seront destinataires des informations concernant l'appel d'offres du marché qualifiant Région / Pôle Emploi.

=> Sur le thème de l'artisanat il est également proposé qu'il puisse y avoir une démarche locale de diagnostic et de plan d'actions, à l'image de ce qui a été entrepris dans le domaine de la restauration en 2013-2014, en priorisant deux ou trois secteurs économiques.

A propos du travail sur l'hôtellerie restauration, Mme Le Restif demande où en est le projet. Gilles Malandrin rappelle que 3 projets démarreront :

- Action de formation aux métiers de la salle construite avec le Fafih, Pôle Emploi, Missions Locales, Maison de l'emploi et CCI (automne 2014)
- Action collective des pratiques RH par le biais de Sécruse'RA (automne 2014)
- Action d'accès à la VAE (2015)

RETOUR CONFERENCE « EMPLOI ET FORMATION DANS LE SPORT » ET PISTES D'ACTION

La conférence « Emploi et formation dans le sport » a eu lieu, à l'initiative de Yann Crombecque, en direction des dirigeants sportifs de l'agglomération.

La professionnalisation des acteurs du sport est un enjeu majeur mais elle peut susciter des réticences parmi certains dirigeants ou bénévoles. Le message principal de cette conférence était de montrer qu'il ne faut pas opposer bénévoles et professionnels mais que l'arrivée de permanents dans un club de sport est une richesse.

Ainsi le programme de la soirée se basait sur trois éléments :

- Entendre le témoignage de dirigeants ayant recruté et/ou formé
- Rendre lisibles les dispositifs d'embauche, professionnalisation, formation, VAE, au service du développement des clubs
- Mieux identifier le rôle des acteurs du secteur (ligues, OPCA, etc.)

Cette soirée a été un succès, avec plus de 100 participants. Le retour du questionnaire de satisfaction est positif (voir pièce jointe). Cette conférence donnera lieu à des suites dans le plan d'actions 2015.

Anne Le Restif souligne l'importance d'accompagner et de professionnaliser les dirigeants, présidents associatifs notamment.

Marie-Rose Favre interroge le CST sur le suivi des recrutements liés à la réforme des rythmes scolaires.

=> Le CST pourra à la fin de l'automne ou en début 2015 faire un point sur les emplois créés par la réforme

PRESENTATION DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES LORS DE LA REUNION PREPARATOIRE DE JUIN 2014 AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX

Bertrand Gallois rappelle les orientations discutées par les partenaires sociaux, l'Etat et la Région en amont du CST :

- Le MEDEF Rhône-Alpes a mis en place un plan d'actions de formation en direction des travailleurs handicapés. L'information sur ce programme est à disposition des territoires. Une action de rapprochement avec cette démarche sera entreprise.
- L'accent sur la meilleure connaissance des métiers a été pointé. Un lien pourra être fait entre le travail des branches et les 16 points d'accueil information labellisés SPRF-SPO.
- Les organisations professionnelles alertent les pouvoirs publics sur la baisse de l'apprentissage. Bertrand Gallois pointe les difficultés administratives pour l'embauche d'apprentis mineurs qui se sont accrues et découragent les employeurs (en particulier obligation de déclaration préalable de l'ensemble des lieux de travail du futur apprenti)

=> Cécile Dindar note la difficulté et mobilisera la branche « Travail » de l'UT-DIRECCTE

- Sur les métiers en tension, les partenaires sociaux soulignent qu'il est toujours important de travailler localement sur les métiers dits « en tension ». Anne Le Restif intervient également pour demander à ce que les partenaires sociaux soient associés aux suites de l'action sur le domaine de la restauration

=> Concernant le travail sur les métiers qui recrutent, une date sera proposée aux

partenaires sociaux et aux membres du CTO pour hiérarchiser parmi les métiers en tension lequel ou lesquels feront l'objet d'un travail en particulier dans le plan d'action GLYCEN

=> Il sera mobilisé un comité de pilotage ad hoc pour le suivi des actions qui seront mises en place à l'automne 2014 (une action d'accompagnement collectif à la RH, une action de formation et embauche dans les métiers de la salle, une action prévue en 2015 sur l'accès à la VAE)

- Monsieur Gallois redit qu'il est important qu'un travail sur l'évaluation de l'impact du plan d'actions soit mené.

=> Un premier travail a été réalisé par l'équipe d'animation dans ce sens. Il s'agit d'un tableau de synthèse présentant l'avancée des actions ainsi qu'une évaluation des fonds dédiés aux actions GLYCEN (pièce jointe). Indiquant que le tableau d'action inclut une cinquantaine d'actions, il paraît illusoire (et chronophage) d'être exhaustif. Les partenaires sociaux qui le souhaitent seront associés à un groupe de travail à l'automne 2014 visant à préparer les indicateurs de résultat et à cerner le périmètre de l'évaluation. Ce groupe de travail permettra également de préparer le plan d'actions 2015.

Enfin, Marie-Rose Favre demande que les partenaires sociaux membres du Comité stratégique aient bien le réflexe de donner à voir les actions qu'ils réalisent sur le territoire au sein des instances.

Bruno Cabut réagit à la proposition d'un éventuel resserrement du plan d'actions GLYCEN en 2015 et souligne l'intérêt de garder dans le plan d'actions du territoire un volet « lisibilité » des actions des partenaires.

Valérie Glatard témoigne qu'un certain nombre d'actions concerne le territoire du Val-de-Saône et qu'il conviendrait que le plan d'actions prenne encore plus en compte les besoins concrets du terrain. Elle précise qu'il est important de faire le lien entre la démarche portée par le réseau des acteurs emploi et économique du Val-de-Saône REVALS et la démarche CTEF.

Adélaïde Ribot indique qu'une action RH sera mise en place en coordination avec l'animatrice RH Glycen pour les entreprises de la ZFU du territoire de Rillieux-la-Pape. Il serait aussi intéressant de mentionner dans le plan d'actions le lien entre le Bureau d'Information Jeunesse de Rillieux et la recherche de lieux d'apprentissage.

Sylvie Testud intervient pour la Ville de Caluire en indiquant que le nouvel exécutif a la volonté de s'investir dans la démarche territorialisé de l'emploi et de la formation, notamment à travers la Mission locale PNVS.

La prochaine date du Comité stratégique sera communiquée ultérieurement

PJ :

- Note de conjoncture, Préfecture du Rhône
- La demande d'emploi par ZTEF en mai 2014, DIRECCTE
- Déroulé et retour de satisfaction conférence « Emploi et formation dans le sport du 1^{er} juillet 2014 », CTEF Glycen
- Point d'étape du plan d'action GLYCEN au 11 juillet
- Proposition de tableau d'évaluation du plan d'actions, incluant une estimation des fonds dédiés aux actions GLYCEN

Préfecture

Direction Interministérielle d'Appui
Lyon, le 7 juillet 2014

Bureau de la coordination interministérielle

Affaire suivie par : M. BESSON/ L.CARROT
Tél. : 04.72.61.61.76
Courriel : linda.carrot@rhone.gouv.fr

Note de conjoncture ZTEF Glycen

A quelques exceptions sectorielles près (chimie, équipements électriques), l'activité économique en Rhône-Alpes pour le mois de mai 2014 a été globalement décevante.

L'industrie, face à une demande atone, a vu son activité fléchir. Les stocks sont maîtrisés. Malgré des carnets de commandes toujours courts, l'activité devrait se redresser dans les prochains mois mais sans impact sur les effectifs.

L'activité dans les services marchands se replie ponctuellement, principalement sous l'effet d'un moindre recours à l'intérim durant ce mois de mai marqué par de nombreux ponts. Les prévisions restent globalement positives, mais toujours sans impact sur l'emploi.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) rhône-alpin dans l'industrie s'établit à 93,83 et l'ICA France à 97,01.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) rhône-alpin dans les services marchands s'établit à 93,29 (contre 90 en avril 2013), et l'ICA France à 92,98.

1) Les indicateurs fiscaux pour le mois de mai 2014 :

Les indicateurs fiscaux au mois de mai 2014 reflètent une activité économique qui résiste davantage dans le Rhône qu'en Rhône-Alpes et sur l'ensemble du territoire.

Le commerce extérieur et les investissements continuent à être mieux positionnés dans le Rhône qu'en Rhône-Alpes et au niveau national avec une progression respective de +10,39 % et +9,21 %. Dans la région, le commerce extérieur progresse de +3,52 % alors que les investissements diminuent de -12,45 %. Au niveau national, on constate la persistance du repli du commerce extérieur et des investissements avec des indicateurs à -3,44 % et -14,52 %.

Depuis le début de l'année 2014, les rentrées cumulées des impôts professionnels sont favorablement orientées avec +2,48 % dans le Rhône.

Toutefois, le recouvrement des impôts professionnels est mitigé en mai avec un léger recul de la

TVA (-0,23 % pour le Rhône et -0,02 % en Rhône-Alpes comparativement au mois de mai 2013) et un recul plus marqué de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrements (TPFDE) avec -15,18 % pour le Rhône et -8,49% en Rhône-Alpes.

Néanmoins, la progression des encaissements cumulés de TVA depuis le début de l'année 2014 se maintient avec +5,86 % pour le Rhône et +4,79 % en Rhône-Alpes. Il est en de même pour la TPFDE avec +9,01 % en Rhône-Alpes.

L'impôt sur les sociétés chute de manière persistante depuis le début de l'année 2014 : -16,69 % pour le Rhône et -13,70 % en Rhône-Alpes.

2) Les cotisations sociales

En mai, les encaissements continuent de progresser. Cependant, la tendance est à la hausse pour les restes à recouvrer et les demandes de délais de paiement depuis le deuxième trimestre 2014.

Le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) continuent à augmenter. Les CDD courts (moins d'un mois) correspondent à 73% des contrats, et les CDI (14 % des contrats) progressent depuis deux mois.

3) La situation de l'emploi salarié dans le Rhône :

Fin mai 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élevait à 93 696 personnes (contre 93 106 en avril dernier), soit une augmentation de + 0,6 % sur 1 mois (+590 personnes). Le chômage continue donc à augmenter dans le Rhône (+0,7 % à fin avril 2014).

Il convient de noter toutefois que la progression annuelle du chômage se maintient à 4 % alors que à la même époque l'année dernière, l'augmentation annuelle du chômage dans le département était supérieure à 10 %.

Nous assistons donc progressivement à un tassement de la demande d'emploi en rythme annuel.

La progression de la demande d'emploi des seniors (+1,2%) et notamment des femmes de plus de 50 ans (+2.2%) progresse selon un rythme qui pourrait s'avérer préoccupant.

En revanche le chômage des jeunes diminue (-0,6%), notamment celui des femmes (-1,8%).

Les prévisions de recours à l'intérim sont elle aussi globalement défavorables, avec une baisse annoncée du nombre de recrutements de travailleurs intérimaires par les entreprises concernées.

Sur la ZTEF de Glycen, à fin mai 2014, la demande d'emploi de catégorie A s'établit à 33 299 personnes, soit une progression de +3 % sur un an. La hausse du chômage sur cette ZTEF est donc moindre comparée à la tendance constatée au niveau départemental avec une progression de +4.3 % sur un an.

Au regard de ces données, sur un an, la ZTEF de Glycen est celle pour laquelle la progression de la

demande d'emploi est la plus faible du département, tandis que les ZTEF Rhône Ouest et Sud et la ZTEF de l'Est Lyonnais sont celles où l'on constate la plus forte progression du nombre de demandeurs d'emploi sur un an (respectivement +6.8 % et +5%).

La ZTEF Glycen représente néanmoins près de 37 % de la demande d'emploi de la catégorie A du département.

Sur le mois de mai, on peut noter une baisse de la demande d'emploi chez les moins de 25 ans, en recul de -0.9 % sur un an, et une hausse de +10.6% de la demande d'emploi des plus de 50 ans sur la même période.

Les demandeurs d'emplois de longue durée progressent également de +10.5 % sur un an, et représentent ainsi près de 33% des demandeurs d'emploi sur la zone.

○ Focus sur les chiffres des dispositifs en faveur de l'emploi dans le Rhône au 8 juillet 2014 :

Ⓣ **Le contrat unique d'insertion (CUI) : 3 113 CUI non marchands et 732 CUI marchands** ont été signés depuis le début de l'année ;

Ⓣ **Les emplois d'avenir : 529** emplois d'avenir ont été enregistrés dans le secteur non marchand et **253** dans le secteur marchand.

Ⓣ **Les contrats de génération : 944** contrats ont été réalisés depuis le lancement du dispositif fin mars 2013.

A noter : au 22 juin 2014, la ZTEF de Glycen avoisine les 130 % de réalisation des objectifs pour les EAV du secteur marchand. En revanche, pour le secteur non marchand, la ZTEF de Glycen est celle qui est le plus en retrait par rapport aux objectifs fixés, soit moins de 40 % de taux de réalisation sur ce dispositif par rapport à l'objectif fixé.

Au regard des sous-réalisations sur la prescription des emplois d'avenir non marchands dans l'ensemble des ZTEF du département du Rhône, un courrier a été adressé par Monsieur le Préfet à l'ensemble des présidents des missions locales du Rhône, dont la plupart sont nouvellement élus, afin de remobiliser les structures sur ce dispositif, et plus globalement sur l'ensemble des contrats aidés. Dans ce contexte, il a donc été demandé à chacun d'eux de préparer un plan d'action pour le second semestre 2014.

Un courrier a également été adressé à l'ensemble des maires du département afin de les mobiliser sur le recours aux contrats aidés, et notamment aux emplois d'avenir.

4) Enquête sur les besoins de main d'œuvre 2014

Cette enquête, réalisée chaque année au niveau régional, permet de constater une progression de +5 % des projets de recrutements en 2014, soit 10 000 projets supplémentaires par rapport à 2013.

Cette progression est surtout portée par le secteur des activités saisonnières (+15,7%), alors que les projets de recrutements non saisonniers reculent quant à eux de -2,4 % au niveau régional.

Dans le département du Rhône, l'emploi non saisonnier représente toutefois une part importante des projets avec 66 % des intentions d'embauches.

De plus, les 3 bassins d'emploi qui projettent le nombre le plus important d'embauches hors travail saisonnier sont situés dans le Rhône : il s'agit de Villeurbanne, Rhône Est et Lyon centre.

5) Projet de loi sur la simplification de la vie des entreprises :

Le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique a présenté, lors du Conseil des Ministres du 25 juin dernier, un projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises. Il permettra d'intensifier la démarche de simplification en faveur des entreprises, par la mise en œuvre, d'ici le 1er janvier 2015, d'un nouveau train de mesures.

Nouvelle étape du choc de simplification en cours, sous l'effet notamment de l'ensemble des ordonnances déjà prises pour la mise en œuvre de la loi du 2 janvier 2014, dont celles relatives à l'allègement des obligations comptables des PME ou celle simplifiant le financement participatif, ce projet de loi comprend les mesures de niveau législatif qu'appelle la mise en œuvre des 50 mesures proposées en avril 2014 par le Conseil de simplification, alors co-présidé par M. Mandon et M. Poittrinal.

Il est ainsi le fruit de la démarche collaborative engagée par le Gouvernement avec les entreprises, afin d'identifier les mesures les plus utiles pour alléger leurs charges administratives, et constitue l'une des réformes structurelles prévues par le Pacte de responsabilité et de solidarité, de même qu'il traduit l'un des engagements du Pacte national de réforme adopté au printemps 2014.

Figurent dans le projet de loi des dispositions permettant d'étendre le titre emploi simplifié entreprises aux entreprises de 9 à 20 salariés, d'harmoniser les diverses acceptions de la notion de « jour » dans le code du travail, de développer le rescrit, en particulier dans le champ du code du travail, du code de la consommation ou du code général de la propriété des personnes publiques, de réduire le nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées ou encore de supprimer diverses obligations déclaratives dans le domaine fiscal.

Est également supprimée l'obligation de déclaration des congés d'été des boulangers, dont l'origine historique était à rechercher aux temps de la Révolution française.

Les autres mesures retenues par le Président de la République après les propositions du Conseil de la simplification pour les entreprises, telles que la consécration de la facilitation de l'accès au droit pour les entreprises, la consécration d'un principe de confiance a priori dans le domaine fiscal ou encore la publication à date fixe des instructions fiscales, seront mises en œuvre sans qu'il soit besoin de mesures législatives.

Le projet de loi ouvre enfin la voie à la transformation en simples déclarations de certains des 3 650

régimes d'autorisation qui s'appliquent aux entreprises, à une refonte du droit des marchés publics à l'occasion de la transposition de nouvelles directives européennes permettant de le simplifier et de mieux y intégrer les objectifs des politiques publiques en matière sociale, environnementale, de promotion de l'innovation et d'accroissement sensible de la part des PME dans la commande publique, ainsi qu'à la fusion d'Ubifrance et de l'Agence française pour les investissements internationaux.

Au croisement des préoccupations de simplification de la vie des entreprises et de modernisation de l'administration, il intègre des mesures issues de la démarche stratégique de modernisation de l'administration des finances publiques, telle que la dématérialisation des modes d'identification des auteurs des actes adressés aux contribuables.

LA DEMANDE D'EMPLOI par Zone de Territorialisation Emploi Formation DU RHÔNE

mai-14

Données brutes

	Cat. A+B+C			Cat. A		
	mai-14	Variation sur 1 an	Part	mai-14	Variation sur 1 an	Part
NORD OUEST BEAUJOLAIS	16 234	+5.1%	12% *	10 134	+3.7%	11% *
< 25 ans	2 429	-0.5%	15%	1 462	-4.4%	14%
25 - 49 ans	10 150	+5.4%	63%	6 265	+4.8%	62%
50 ans et plus	3 655	+8.2%	23%	2 407	+6.5%	24%
Hommes	8 177	+6.6%	50%	5 490	+5.7%	54%
Femmes	8 057	+3.6%	50%	4 644	+1.5%	46%
Ancienneté ≥ 1 an	6 695	+11.5%	41%	3 598	+8.9%	36%
RSA (droit payable)	2 118	+18.4%	13%	1 656	+18.6%	16%
OUEST LYONNAIS	20 464	+6.0%	15% *	13 627	+6.8%	15% *
< 25 ans	2 815	-0.4%	14%	1 869	-1.2%	14%
25 - 49 ans	13 277	+6.0%	65%	8 723	+6.7%	64%
50 ans et plus	4 372	+10.7%	21%	3 035	+12.6%	22%
Hommes	10 268	+8.0%	50%	7 250	+8.4%	53%
Femmes	10 196	+4.1%	50%	6 377	+5.0%	47%
Ancienneté ≥ 1 an	8 185	+9.8%	40%	4 756	+12.0%	35%
RSA (droit payable)	2 667	+18.4%	13%	2 132	+19.0%	16%
GRAND LYON CENTRE ET NORD	50 411	+4.4%	38% *	33 299	+3.0%	37% *
< 25 ans	5 763	+0.1%	11%	4 013	-0.9%	12%
25 - 49 ans	36 018	+3.5%	71%	23 211	+1.9%	70%
50 ans et plus	8 630	+11.1%	17%	6 075	+10.6%	18%
Hommes	26 479	+4.2%	53%	18 085	+2.8%	54%
Femmes	23 932	+4.5%	47%	15 214	+3.4%	46%
Ancienneté ≥ 1 an	19 796	+9.7%	39%	11 152	+10.5%	33%
RSA (droit payable)	8 963	+15.1%	18%	6 980	+15.0%	21%
EST LYONNAIS	46 992	+6.1%	35% *	32 486	+5.0%	36% *
< 25 ans	6 582	-2.1%	14%	4 552	-5.4%	14%
25 - 49 ans	31 799	+6.4%	68%	21 642	+5.4%	67%
50 ans et plus	8 611	+11.9%	18%	6 292	+12.5%	19%
Hommes	25 066	+6.8%	53%	17 810	+5.8%	55%
Femmes	21 926	+5.2%	47%	14 676	+4.0%	45%
Ancienneté ≥ 1 an	19 240	+10.4%	41%	12 026	+11.2%	37%
RSA (droit payable)	9 037	+19.2%	19%	7 336	+20.0%	23%

Avertissement :

La distinction des demandeurs d'emploi en catégories A ou A, B et C (catégorie A : actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; catégories B et C : actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite) a été intégrée aux publications de la demande d'emploi par ZTEF à partir du mois d'août 2011.

Vous retrouverez les définitions des catégories de demandeurs d'emploi dans *Encadré 1 - Sources et définition* en annexe de la publication régionale (disponible sur www.emploi-rhonealpes.fr).

A noter que les publications régionale et départementales présentent des données corrigées des variations saisonnières (CVS).

La comparaison est impossible avec les données brutes présentées ici.

* La part d'une ZTEF correspond à sa part parmi les quatre ZTEF présentées.

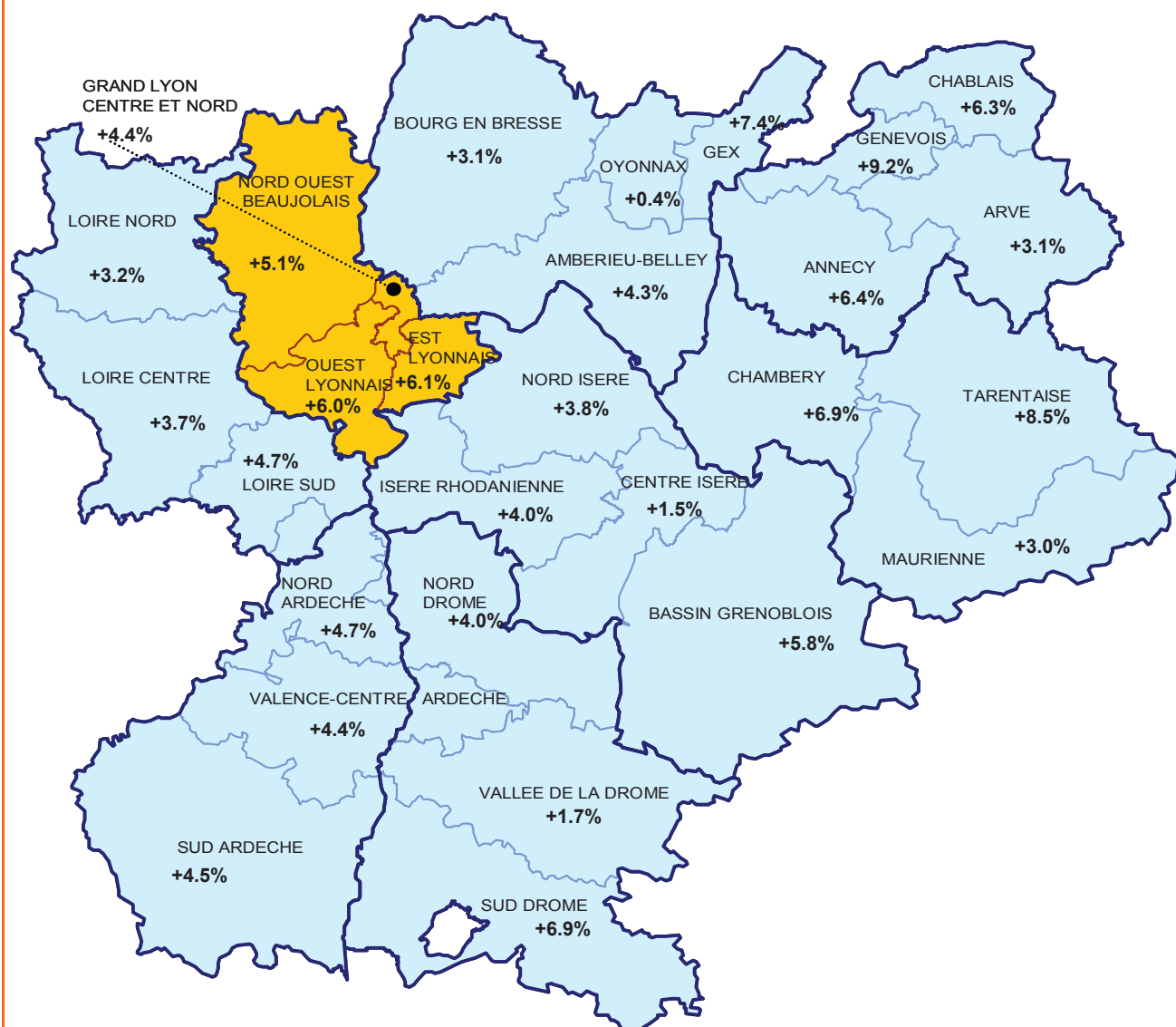
DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS EN FIN DE MOIS
PAR ZONE DE TERRITORIALISATION EMPLOI FORMATION

mai-14

Taux d'évolution annuelle

CATEGORIES A+B+C

(séries brutes)



NB : La délimitation géographique des zones de territorialisation emploi formation ne respecte pas nécessairement les frontières départementales.
Ainsi, la zone de Valence centre Ardèche s'étend sur les deux départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Projet de déroulé conférence « Emploi et formation dans le sport » 1^{er} juillet 17h30

Contexte

La Région et notamment la commission « Jeunesse et sports » souhaite accompagner le dynamisme économique du secteur sportif rhônalpin, et particulièrement les clubs.

Pour ce faire elle soutient fortement les 105 ligues et les comités régionaux dans leur mission d'appui à leurs adhérents.

Au niveau local, la Région s'appuie sur les Contrats territoriaux emploi formation pour déployer sa politique emploi formation au plus des besoins des entreprises, des salariés et des demandeurs d'emploi.

Dans le cadre du CTEF GLYCEN, le comité stratégique Etat-Région partenaires sociaux a décidé de mettre l'accent sur ce secteur, porteur de valeur d'emploi et d'activité.

Le message principal de la conférence

La professionnalisation des acteurs du sport est un enjeu majeur mais elle peut susciter des réticences parmi certains dirigeants ou bénévoles. Le message principal de cette conférence est de montrer qu'il ne faut pas opposer bénévoles et professionnels mais que l'arrivée de permanents dans un club de sport est une richesse.

Pour réussir cette professionnalisation et accompagner les évolutions des projets sportifs, les dirigeants des clubs peuvent compter sur les acteurs publics Etat, Région, AGEFOS PME, Pro Sport, CDOS.

Ainsi le programme de la soirée se base sur 4 objectifs :

- Entendre le témoignage de leurs pairs sur des bonnes pratiques
- Rendre lisibles les dispositifs d'embauche, professionnalisation, formation, VAE, au service du développement des clubs
- Mieux identifier le rôle des acteurs du secteur (ligues, OPCA, etc.)
- Favoriser l'émergence d'initiatives locales (mutualisations...)

Cible

- Clubs sportifs de la Métropole lyonnaise
- Centres de formations
- Comités départementaux sportifs
- Ligues
- Elus locaux

Programme prévisionnel

17h30 – démarrage conférence, animatrice Marie-Sophie Plaziat

17h30 - Mot d'accueil par l'UFR Staps, Yannick Vanpouille

17h35 – Introduction politique Cécile Dindar / Yann Crombecque

Présentation et animation de la soirée par Marie Sophie Plaziat

Table ronde « emploi »

Georges Labrosse	Président Baseball & Softball Mézieu Card
Pascal Jacquet	Président de la Ligue du Lyonnais de Handball
Corinne Soudan	Comité départemental Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade
Johan Ollagnon	Animateur territorial, DIRECCTE
Valentine Noré	Direction départementale de la cohésion sociale du Rhône
Mory Seye	Directeur adjoint de la Maison de l'emploi et de la formation de Lyon
Julien Jouanno	Directeur de Prosport 69

Table ronde « formation »

Jean-Paul Boyron	Président du AVSR Basket
Christophe Leroy	Président Lyon Olympique Échecs
Monique Deschamps	US Meyzieu
Laurent Floquet	Agefos Pme
Delphine Zurro	Uniformation
Anne Commerçon	UFR Staps
Guillaume Schroll	Formasport
Roselyne Hubert	CIEFA
Jean-Pierre Roger	UFA Gône et Sport

19h30 – Conclusion

Analyse des questionnaires de satisfaction **« Emploi et Formation dans le Sport »** **2 juillet 2014**

Un questionnaire de satisfaction a été distribué en fin de séance et nous avons reçu 47 questionnaires remplis.

1- Au vu des résultats ci-dessous on note une bonne satisfaction des participants, en terme d'organisation, de contenu ou de qualité des échanges.

êtes-vous satisfait de ce séminaire...	de manière générale	en terme d'organisation	en terme de contenu	en terme de qualité des échanges
tout à fait	13 (28%)	22 (47%)	18 (38%)	11 (23%)
plutôt oui	29 (62%)	17 (36%)	18 (38%)	20 (43%)
plutôt pas	3 (6%)	5 (11%)	5 (11%)	6 (13%)
pas du tout	1 (2%)	1 (2%)	2 (4%)	4 (9%)
Nsp	1 (2%)	2 (4%)	4 (9%)	6 (13%)

2- Quels sont les points forts de la soirée :

Les participants ont apprécié la diversité, la richesse et la qualité des interventions.

Voici quelques extraits de réponse :

« *Echanges, bonne connaissance des problématiques, retours d'expériences positives et variées* »

« *J'ai apprécié la richesse des témoignages et la pluridisciplinarité des acteurs* »

L'alternance de témoignages de dirigeants sportifs et de différents acteurs de professionnalisation/formation est l'aspect le plus positif retenu.

Ainsi La témoignage de « *vrais situations* » dirigeants et de salariés a été relevé. La soirée a été jugée à « *taille humaine* » par un des participants.

La soirée a également donné une la bonne visibilité sur les aides et les acteurs de l'emploi et de la formation. Les informations pratiques ont été apprécié, avec des exemples concrets (exemple des coûts du contrat d'apprentissage)

« *Information sur les possibilités d'emploi* »

« *Présentation de l'ensemble des dispositifs* »

« *Découvrir toutes les possibilités existantes sur ce sujet* »

« *Financement de la formation. Organismes de formation (apprentissage)* »

Enfin le pot de l'amitié a été donné deux fois comme point fort.

=> Ce retour de questionnaire valide en quelque sorte notre choix d'être sur des formats de table ronde, et d'alterner parole de dirigeants et salariés et paroles d'experts.

3- Quels seraient les points à améliorer ?

Deux grands points ressortent :

1/ la ponctualité. Le fait que la soirée ait commencée à 18h00 au lieu de 17h30 annoncé est un point qui revient à 6 reprises sur les 24 réponses à cette question.

2/ l'absence d'interaction avec la salle (ce point revient à 6 reprises également). Ceci est en corollaire avec certains qui nous disent que la table ronde « formation » aurait pu être plus courte.

Ces deux points sont à prendre en compte pour d'autres opérations de ce type.

On note quelques autres points à améliorer :

« Contenu plus précis notamment sur les moyens de pérennisation après avoir épuisé les dispositifs de l'Etat et la Région »

« L'absence concrète en chiffres, ROI et taux d'investissement »

« La question de la place d'une commune par rapport aux différents développements associatifs et la pérennisation des emplois »

« Elargir le réseau employeurs avec des structures privées, des collectivités territoriales »

« Une plus grande mise en avant des formations en apprentissage, vraie source d'emploi et de formation avec un statut bien établi et peu onéreux »

« Le parti pris angélique de l'emploi sportif sans aborder les risques et les enjeux »

« Pas abordé la question de la culture associative des dirigeants »

« Proposition autres thématiques : comment donner envie à des dirigeants bénévoles de se former ? »

« Le mot Handicap n'a pas été prononcé. J'espère que l'emploi dans le sport et donc la formation sont bien ouverts aux personnes atteintes de handicap »

« Le tutorat des emplois d'avenir : dommage que ce sujet n'est pas été abordé car c'est une question cruciale pour une association »

Notons qu'aucun des participants ne mentionne l'absence au débat de la réforme des rythmes scolaires.

4- Souhaiteriez-vous être recontacté pour approfondir un des points évoqués par les tables rondes ?

Nous avons 19 réponses de participants souhaitant être contactés sur un point précis par un des « experts » Voici quelques exemples :

« Dossier financement CNDS »

« Sponsoring ou emploi aidé »

« proposer des formations au BPJEPS par la voie d'apprentissage »

« Montage dossier CNDS : projet club + formation »

« Pérennisation des postes »

« Emploi CNDS »

« L'élaboration du projet club (hors sportif/technique) »

« La mise à disposition des salariés du club »

« Le DEUST agent du développement »

« Support au financement »

« Rupture, prud'homme : qui est responsable »

« Jeune et sénior : quelles solutions d'emploi »

« Des informations sur la VAE »

« Avoir plus d'outils synthétiques à disposition des clubs et ligues sur l'emploi et la formation pour faciliter l'aide à la décision »

« Quels organismes proposent des formations de dirigeants bénévoles ? »

Nous organiserons cette mise en lien dans les tous prochains jours.

GRAND LYON CENTRE ET NORD

BILAN D'ETAPE AU 11 JUILLET 2014

Tableau des axes de travail et enjeux pour le Grand Lyon Centre et Nord

ENJEU N°1	Anticiper sur les besoins et compétences du territoire et accompagner les mutations des entreprises et les salariés
Observatoire GPEC et lisibilité des actions GPEC des acteurs	<p>Guide GPEC : actualisation réalisée pour 2014, guide imprimé et en cours de diffusion (200 exemplaires)</p> <p>Un travail de cartographie des partenaires, dispositifs, acteurs de la GPEC est lancé par la MDEF de Lyon avec un objectif de livrable fin d'année</p>
Mener des actions sectorielles	<p>Lancement d'une deuxième action « professionnalisation de la RH en BTP » (11 TPE mobilisées, action à mi-parcours)</p> <p>Lancement d'une action en direction des EPHAD (22 structures mobilisées dont 12 sur Glycen), en lien avec l'Agence Régionale de Santé</p> <p>Activation du plan PME sur le cluster Aerospace (5 TPE de l'agglomération)</p> <p>Elaboration par la MDEF de Lyon d'une action de GPECT sur le domaine de l'hôtellerie restauration dans le cadre de l'appel à projet de la DIRECCTE</p> <p>Réflexion autour d'un projet de GPECT dans les métiers du sport à l'issue de la conférence « formation, emploi et sport » tenue le 2 juillet à destination de 105 dirigeants sportifs.</p>
Mener des actions territoriales	<p>Plateforme de sécurisation des parcours professionnels du Rhône : Au COPIL du 5 juin 2014, on comptait 144 salariés accompagnés dont 51% sur Glycen (rappel objectif 2013/2014 : 180). Pour atteindre les salariés, la PSPP a réalisé 90 informations collectives totalisant 704 salariés.</p> <p>Instruction en cours du dossier MDEF sur la GPECT en réponse à l'appel à projet de l'Etat (Hôtellerie restauration, TPE/PME, Alliance, Rive gauche, Commerce distribution, Métiers verts)</p>
Lier aménagement urbain et développement de l'emploi	<p>Cartographie des chantiers et de l'aménagement urbain réalisée en décembre 2013</p> <p>Interrogation sur l'utilisation qui en a été faite : la carte a été produite en décembre 2013 mais nous avons des questions sur son utilisation qui en a été faite ou non. Interrogation aussi sur les sources d'information qui devraient être mobilisées pour améliorer l'outil.</p>

ENJEU N° 2	Développer l'accès à la formation et l'alternance pour les publics prioritaires
<p>Rendre lisible l'offre de formation et favoriser les complémentarités</p>	<p>Construction réalisée d'un kit expliquant les différents dispositifs de formation, accessible sur le site Internet du CTEF (www.ctef-glycen.fr)</p>
<p>Développer l'accès à la formation continue des DE</p>	<p>Décliner opérationnellement la priorité État Région concernant l'accès à la formation des emplois d'avenir : une formation collective a été montée à destination avec une montée en charge de 30 jeunes en emploi d'avenir sur 2 ZTEF, en partenariat avec UNIFORMATION et AGEFOS PME.</p> <p>Cette formation en alternance vise des parcours qualifiants ou de type préparation au concours sur le tertiaire et les services à la personne / sanitaire et social. Mobilisation en cours. Remobilisation des missions locales</p> <p>Une action de formation est programmée pour novembre 2014 avec la branche de la restauration et Pôle Emploi pour attirer des demandeurs d'emploi du commerce/vente sur les métiers de la salle, avec modules de transfert des compétences, formation qualifiante, promesse d'embauche. Souhait de la Région d'un engagement sur l'amélioration de la RH en entreprise.</p> <p>Suite au séminaire inter-CTEF du 25 novembre 2013, la plan d'actions s'est attaché à développer les passerelles entre les parcours Compétences 1eres et les parcours qualifiants : action expérimentale AFPA, IFI Peinture et Compétences 1eres. + étude sur le devenir des stagiaires issus des Compétences 1eres</p>
<p>Développer une animation territoriale de l'accès à l'alternance</p>	<p>23 avril matin, réunion de bilan de l'apprentissage en direction de l'ensemble des CFA du Rhône</p> <p>25 juin : ateliers brainstorming sur l'amélioration de la connaissance des métiers ou sur la prévention des ruptures en apprentissage + comité suivi de la charte départementale sur l'apprentissage</p>
<p>Développer des actions d'accès à la VAE</p>	<p>L'action innovante Glycen a été lancée en vue de d'apporter une assistance renforcée aux personnes n'ayant eu qu'une validation partielle du titre. Partenariat fort avec l'Education nationale, DRJSCS, AFPA et Lyon 2 pour le repérage des publics et l'amélioration des résultats.</p> <p>Juin 2014 = 11 personnes dans le dispositif</p> <p>En lien avec le groupe de travail Etat/Région sur l'accompagnement</p>

<p>ENJEU N°3</p>	<p>Soutenir des actions Emploi à destination des publics cibles</p>
<p>Assurer une veille sur l'évolution de la demande d'emploi des publics fragilisés, des nouveaux dispositifs mis en place, des métiers en tension</p>	<p>Cette veille est assurée dans le cadre de la commission de veille sur les publics cible. La dernière commission s'est déroulée le 13 juin.</p> <p>Au regard des constats effectués sur l'évolution de la demande d'emploi, les travaux se poursuivent sur deux axes prioritaires : les seniors sur le PNVS et les jeunes diplômés sur le bassin lyonnais.</p> <p>Le travail sur les métiers en tension a été initié et sera confirmé courant juillet par une séance avec les partenaires sociaux et les membres du CTO.</p> <p>Sur Glycen, les membres de la commission ont pointé qu'il serait opportun de travailler sur les métiers de techniciens et agents de maîtrise des domaines de l'électricité, mécanique, maintenance, informatique, banque et assurances. Enfin la catégorie « Employé de maison » a été également pointée</p>
<p>Impulser des actions spécifiques au regard de l'évolution de la demande d'emploi et des métiers en tension retenus comme prioritaires</p>	<p><u>Les actions sur le Plateau-Nord Val-de-Saône :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 actions seniors portées par le CIDFF sur les territoires de Pôle Emploi Neuville et Pôle Emploi Rillieux. Bilan avec les public réalisé le 24 juin, avec des retours très positifs des personnes. Un lien est fait avec Pôle Emploi pour les suites de parcours. - Une diffusion de l'action sur Lyon est à l'étude. <p><u>Une action intergénérationnelle PNVS :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 action nouvelle type « club de recherche d'emploi » intergénérationnelle, portée par la ML PNVS et les 3 agences Pôle Emploi du territoire. Démarrage prévu septembre 2014. <p><u>Les actions destinés aux jeunes diplômés sur le bassin d'emploi de Lyon :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - communication par Pôle emploi sur le dispositif DIP (Du Diplôme à l'Emploi) à destination prioritairement des missions locales compte-tenu de la « sous-mobilisation de ce dispositif » ; - mise en place d'une cartographie établie par la MDEF de Lyon des dispositifs et des actions portées par les structures de la ZTEF à destinations des jeunes diplômés ; - Une action en construction avec Mozaïk RH et en association avec les Missions Locales <p><u>Retour sur la dating AS Duchère du 14 juin</u></p> <p>19 entreprises engagées, 80 offres pour 330 postes. 600 personnes conviées aux informations collectives, 253 présentes, 180 candidats invités, taux de présence 78%</p> <p><u>Prochaine dating emploi fin de l'année :</u> public cible à valider</p>
<p>Dynamiser les parcours et améliorer la synergie entre dispositifs</p>	<p>La passerelle entre les jeunes de plus de 26 ans de la mission locale et le PLIE a été mise en place par le biais de réunion collective. La première mise en place fin mars a donné lieu à une fréquentation de 18 jeunes de la mission locale de Lyon. Cette mise en œuvre est en cours sur le Plateau Nord Val de Saône.</p>

ENJEU N°4	Développer l'orientation tout au long de la vie
Développer les actions de lisibilité en direction des partenaires et des publics	<p>Chantier en vue : mise en place du Service Public Régional de l'Orientation, dans le cadre de la réforme votée le 5 mars 2014</p> <p>Demande des partenaires sociaux de croiser le SPRF-SPO avec les actions de connaissance des métiers réalisées par les branches professionnelles</p>
Améliorer la connaissance des métiers	<p>Rencontres métiers : à avril 2014, 28 RM organisées pour 438 participants</p> <p>Agenda partagé des manifestations : 170 événements recensés en 2014 à ce jour</p>
Développer les actions de lutte contre le décrochage, favoriser le rattachage à la formation	<p>Depuis 2011, la Région a soutenu 48 projets « rattachage » au total dont 23 sur le Rhône (1245 jeunes), 14 sur Glycen.</p> <p>Dans le même temps, l'Etat pilote 4 plateformes de lutte contre le décrochage pour Glycen.</p> <p>Une rencontre bilan étape a eu lieu le 15 mai entre les porteurs de projets, les animateurs de plateforme, pour faire un point sur les actions en cours, les besoins du territoire, les ressources disponibles.</p> <p>Sur le Rhône, 6 plates formes de suivi et d'appui aux décrocheurs avec un bilan de mars 2013 à mars 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4479 jeunes sur la liste SIEI - 2498 jeunes contactés - 593 jeunes injoignables - 578 sans solution à qui un RDV est proposé - 492 jeunes acceptant la prise en charge - 353 jeunes pris en charge

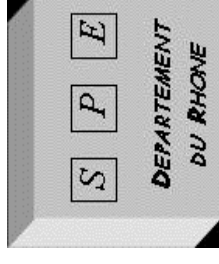


Préfecture du Rhône

Tableau de synthèse du plan d'actions 2014

Grand Lyon Centre et Nord

juil-14



Enjeu 1
Anticiper sur les besoins et compétences du territoire et accompagner les mutations des entreprises et les salariés

Objectifs	Actions	degré de mise en œuvre	Acteur porteur du territoire	moyen	coût de l'action	Financiers	point 11 juillet
1/ Observatoire GPEC et lisibilité des actions GPEC des acteurs	Actualiser le guide des mesures GPEC et assurer sa mise en ligne sur le portail Internet	100%	MDEF	poste animatrice RH	60 000 €	Région-Grand Lyon	diffusion aréalisée au groupe RH et CST
	Initier une cartographie des acteurs et des projets de GPEC sur le territoire	75%	MDEF	stagiaire	2 600 €	ALLIES	sera livré fin d'année 2014
	Rendre visible les événements en direction des entreprises (type matinales « RH », etc.) dans l'agenda des manifestations	0%	MDEF-CTEF		0 €	Région-Etat	Pas d'avancée
Mener des actions sectorielles	Assurer le suivi du plan d'actions emploi formation sur l'impact du Grenelle de l'environnement sur les métiers du transport, du bâtiment et des Énergies Nouvelles Renouvelables sur l'agglomération lyonnaise	100%	MDEF	poste chargée de mission "Emploi Climat Energie" (estimation)	45 000 €	ADEME / Ville de Lyon/ RRA	données 2013 : 250 personnes sensibilisées via les RM 1 CARED "bardage" 2014 : 2 CARED en cours de montage
	Déployer des actions collectives sectorielles SECURISE'RA en lien avec les secteurs clés identifiées dans le cadre des instances	100%	MDEF-CTEF	cout des prestations S'RA en 2013	153 000 €	RRA, Etat, Grand Lyon	X TPE-PME accompagnées dans Y actions collectives
	Mettre en place un accompagnement collectif RH dans le secteur de la restauration afin de faciliter l'intégration de nouveaux collaborateurs au service en salle	75%	MDEF-CTEF	poste animatrice RH		Grand Lyon / RRA / Etat / FAFIH	action construite et devant démarrer en septembre
	Déployer le plan PME : établir un diagnostic (finance, Rh, performance, innovation) des entreprises du secteur de l'industrie et des services à l'industrie et proposer un parcours d'accompagnement en réponse aux besoins diagnostiqués	25%	animatrice RH	coût de la prestation S'RA pour 5 TPE		RRA, Etat	Activation sur le PNVS non réalisée Lien Securise'Ra et plan PME s'est fait via le cluster Aerospace pour 5 TPE
Mener des actions territoriales	Assurer le déploiement de la plateforme de sécurisation des parcours professionnels	100%	MDEF	estimation pour Glycen CTEF (142 000 pour les trois CTEF)	71 000 €	Région	A juin 2014, on comptait 144 salariés accompagnés dont 51% sur Glycen 40 % sont de niv IV
	GPECT Rive Gauche : reprendre la dynamique territoriale mise en place en 2012-2013	25%	MDEF		0	DIRECCTE	En attente de l'accord DIRECCTE dans le cadre de l'appel à projets GPECT
	Plate-forme RH : maintenir la coopération entre les contributeurs et participer à la remontée de besoins RH pour le portrait de territoire	25%	CCI/MDEF/Pôle Emploi/AGEFOS/CMA/REVALS		0 €		en 2013, 25 TPE ont trouvé des solutions via cette collaboration. En 2014, en attente du financement appel à projet pour être réactivée
	Sur le Plateau-Nord, développer une action territoriale RH en complémentarité avec le volet RH du PLR Osterode	10%	CMA		0	Etat, Communes, RRA, Securise'ra collectif	aucune passerelle réalisée à ce jour
	Construire une offre de service collective RH aux TPE du territoire du Val de Saône en particulier sur l'industrie	10%	animatrice RH		0	Securise'ra collectif	aucune action à ce jour
	Faire bénéficier de dispositifs d'accompagnement adaptés aux entreprises ayant fait la demande de chômage partiel auprès de la DIRECCTE	50%	animatrice RH DIRECCTE		0	Securise'ra collectif	envoi des listes à l'animatrice RH. 2 ou 3 PME
	Assurer un suivi de l'action "ALLIANCE", accompagner les démarches innovantes des entreprises en faveur d'une GTEC, notamment la mobilité professionnelle inter entreprise	100%	MDEF	poste animatrice GPEC		MDEF-Entreprises	En 2013, 6 entreprises (10 000 salariés) sont engagées. Une GPECT a été réalisée (analyse partagée des métiers et de leurs évolutions). De premières mobilités professionnelles ont été expérimentées en
Lier aménagement urbain et développement de l'emploi	Construire une cartographie des grands projets structurants sur le territoire de l'agglomération	50%	MDEF-CTEF	poste observatoire MDEF	0		Une carte a été réalisée en décembre 2013. Proposition de poursuite sur 2014 en particulier sur l'anticipation des grands chantiers.
	Impliquer les acteurs du développement économique et de l'urbanisme dans la prospective territoriale Développer les échanges d'informations entre l'ADERLY, les services économiques des communes, le pôle 3E de la DIRECCTE et la MDEF chargée d'actualiser la cartographie des projets structurants	0%	MDEF-CTEF		0	Etat-MDEF-Région	action non réalisée à ce jour mais faisant partie des nouvelles orientations Etat-Région-Partenaires sociaux sur le volet économie.
Coût estimé total					331 600 €		

Enjeu 2/ Développer l'accès à la formation et à l'alternance pour les publics prioritaires

Objectifs	Actions	degré de mise en œuvre	Acteur porteur du territoire	moyen	coût de l'action	Financeurs	Point 11 juillet
Améliorer la lisibilité et l'appropriation de la formation par les professionnels et les publics	Poursuivre la lisibilité des différents dispositifs de formation, notamment par la mise en ligne d'un « kit » à destination des professionnels et la diffusion d'outils par le CTEF	100%	CTEF	poste de CM CTEF	- €	Région MDEF de Lyon	diffusion réalisée à tous les groupes de travail GLYCEN
	Maintenir et actualiser la cartographie des actions de maîtrise de la langue et de remises à niveau	100%	AFI	2 postes de chargés de mission	45 000,00 €	Etat	bilan 2013 : 487 partenaires impliqués 258 actions inventoriées 29 fiches ressources
	Participer à la professionnalisation des réseaux en vue de faciliter l'accès à la formation des publics	75%	CTEF	poste de CM CTEF		Région	3 réunions d'information sur les dispositifs de formation
Développer l'accès à la formation continue des DE	Expérimenter des actions visant à développer l'appétence à la formation en direction des demandeurs d'emploi	0%	CTEF	poste de CM CTEF	- €	Région	non encore réalisé
	Travailler avec les prescripteurs sur les demandeurs d'emploi qui n'ont pas été retenus en formation pour manque de pré-requis	10%	CTEF	poste de CM CTEF	- €	Etat-Région-OPCA	non encore réalisé
	Tendre à la construction de passerelles entre parcours non qualifiants et qualifiants	75%	CTEF	poste de CM CTEF mobilisation des parcours Compétences 1eres du droit commun	0	Région	en cours de construction
	Assurer un accès à la formation dans la restauration	75%	CTEF	APCR	75 000,00 €	Région - OPCA	passage en vote en septembre pour 15 demandeurs d'emploi
	Favoriser la mise en œuvre d'actions de formation collectives territoriales adaptées aux particularités des publics, en particulier en parcours PLIE, RSA ou en CUCS	75%	CTEF	APCR	85 760,00 €	Région - FSE PLIE	action votée en juin 2014, pour 15 demandeurs d'emploi PLIE
Soutenir les parcours alternant formation et contrat de travail	Soutenir les parcours alternant formation et travail en SIAE	100%	IR-IAE	41 000 € du CTEF Glycen et 40 000 AGEFOS PME pour 100 salariés en ACI	81 000,00 €	AGEFOS Région Etat	Dans le cadre du resserrement du plan d'actions 2015, est-il opportun de maintenir cette action ?
	Décliner opérationnellement la priorité État Région concernant l'accès à la formation concernant les emplois d'avenir	50%	CEFI	coût de l'action 211 200 € dont 121 000 € CTEF pour 60 jeunes	121 000,00 €	UNIFORMATION AGEFOS Région	
Développer une animation territoriale de l'accès à l'alternance	Assurer un suivi de la charte départementale pour le développement de l'apprentissage signée entre État, Région, Consulaires, Missions locales	50%	Etat-Région		0		reunions de pilotage assurées pistes de travail mobilisées sur les axes "connaissance"
	Participer au pilotage de l'offre d'apprentissage en lien avec les besoins économiques du territoire et avec les CFA	75%	CTEF Région		0	Région	sera réalisé en octobre 2014
	Travailler avec les entreprises qui ne répondent pas à leur obligation d'embauche en apprentissage pour promouvoir l'accès des publics cibles	0%	acteur non identifié		0		non mis en œuvre
	Expérimenter des formes de dating emploi « contrat d'alternance »	10%	acteur non identifié		0		non mis en œuvre
	Expérimenter une action de préparation à l'alternance en amont de la campagne d'apprentissage pour les publics jeunes les moins qualifiés	0%	acteur non identifié		0	Région-Etat	non mis en œuvre
Développer des actions d'accès à la VAE	Favoriser la coopération entre les acteurs de la VAE en prenant appui sur l'animation du réseau des PRI et PRIC notamment sur l'assistance post-jury	75%	CIBC	coût d'action 24 200 € dont 14 200 Région et 10 000 Etat pour 20 candidats	24200	Région-Etat	action ayant démarré, 11 candidats mobilisés
	Déployer le dispositif de VAE en direction des salariés de la restauration	0%	acteur non identifié		0	Région-Etat	action à envisager pour 2015
	Initier des démarches collectives associant VAE, modules de mobilisation autour de l'emploi, remises à niveau en direction des publics cibles	0%	acteur non identifié		0	Région-Etat	action à envisager pour 2016
	Coût estimé total				431 960,00 €		

Soutenir des actions emploi à destination des publics cibles

Objectif	Actions	degré de mise en œuvre	Acteur porteur du territoire	moyens	coût de l'action	Financeurs	point 11 juillet	
Assurer une veille sur l'évolution de la demande d'emploi des publics fragilisés, des nouveaux dispositifs mis en place en fonction de la spécificité des territoires qui composent la ZTEF GLYCEN	Cette veille sera effectuée au regard des données fournies par Pôle emploi, des missions locales et de Cap emploi pour les publics jeunes (en particulier les mineurs et les jeunes diplômés), les seniors, les femmes, les personnes porteuses d'un handicap.	100%	DIRECCTE	Mobilisation des acteurs de la commission de veille (Pôle emploi, missions locales, Cap emploi, PLIE, MDEF, CIDFF...)	0	Etat-Région	Cette action fait l'objet d'une mise à jour régulière à chaque commission de veille.	
	Poursuivre le travail de veille sur les métiers en tension avec l'ensemble des partenaires du territoire,	50%	DIRECCTE	Mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire.	0	Etat-Région	Le prochain groupe de travail devrait se tenir fin juillet, la date reste à déterminer en CST	
	Faire un point régulier sur les nouveaux dispositifs mis en place par l'Etat en particulier les emplois d'avenir, les contrats de génération et les emplois francs	75%	DIRECCTE	Tableaux internes à l'UT 69 de la DIRECCTE.	0	Etat	Information en CST et commission jugée redondante. Dans le cadre du resserrement du plan d'actions 2015, est-il opportun de maintenir cette action ?	
Impulser des actions spécifiques au regard de l'évolution des la demande d'emploi et des métiers en tension retenus comme prioritaires	S'assurer de la complémentarité des actions conduites avec le droit commun	75%	DIRECCTE	Groupe de travail avec les partenaires du territoire concernés	0	Etat-CTEF	Ex cartographie des jeunes diplômés finalisés au mois de septembre. Dans le cadre du resserrement du plan d'actions 2015, est-il opportun de maintenir cette action ?	
				20000 RRA, 10 000 Bayer, 18500 € GIP MDEF, 15 000€ Grand Lyon)			publics visés : - 520 en dating - 24 en actif senior - 15 en Interface - 60 sur l'atelier IFRA PNVS	
	Poursuivre la mise en place d'actions spécifiques en fonction de la particularité des trois bassins d'emploi Lyon, Plateau Nord et Val de Saône	100%	DIRECCTE-CTEF	- actions seniors (coût : 41779 € dont commune 4000, Etat : 22 000, CTEF : 15000, autre : 779) - InterFACE (coût : 20 670 € dont Etat : 9085, CTEF : 9085,	115749		dont * Région = 44 085 * Etat = 21 085 * Communes = 19 000	
	Poursuivre l'évaluation des actions emploi mises en place sur la ZTEF par la mise en place et suivi des d'indicateurs sur les différentes actions conduites	100%	DIRECCTE-CTEF			0	Etat-Région	Mise en place sur les actions financées.
	Faire un lien avec le SPRO (Service Public Régional de l'Orientation) en particulier sur l'orientation des jeunes diplômés	0%	DIRECCTE			0	Etat-Région-MDEF	Amorce avec la cartographie des jeunes diplômés à venir.
Dynamiser les parcours et améliorer la synergie entre les dispositifs	Prendre en compte la mise en place de la Métropole dans les actions conduites dans la mesure du possible	0%	DIRECCTE		0	Etat		
	Développer et mettre en synergie les différentes actions d'immersion dans le monde de l'entreprise (mini-stages, parrainage, ...), fédérer les acteurs de l'économie pour ces actions :	10%	DIRECCTE-CTEF	- parrainage - MS et SEP	38000		Etat-Région	l'action de parrainage se développe mais les synergies avec les plans d'actions reste à consolider
	Veiller sur la coordination entre mission locale et PLIE pour les publics passant d'un dispositif à l'autre, afin de capitaliser le travail déjà réalisé	100%	DIRECCTE	PLIE ALLIES/Mission locale de Lyon.	0		Etat PLIE locale	Mise en place de deux informations collectives en mars et en juin une centaine de jeunes
Coût estimé total					153 749,00 €			

Enjeu 4/ Développer l'orientation tout au long de la vie

Objectifs	Actions	degré de mise en œuvre	Acteur porteur du territoire	moyens	coût de l'action	Financeurs	point 11 juillet	
Développer les actions d'accueil et d'information en direction des partenaires et des publics	Amplifier les collaborations et les échanges de pratique entre les 16 points SPRF-SPO du territoire et construire un socle de culture commune en vue de mieux répondre à la diversité des publics	75%	mission de coordination MDEF	soutien à l'animation de la mission de coordination et soutien aux PAIF	119 000 €	Région	3716 personnes entre janvier et avril 2014	
	Renforcer l'agenda partagé des manifestations notamment par l'intégration des actions de l'éducation nationale et des CFA (portes ouvertes, forum formation, etc.)	25%	MDEF-CTEF	Action RM	48 000 €	*Région 25 000 € *GIP MDEF 23 000 €	Depuis janvier 15 événements des CFA et ou Lycées professionnels dans l'agenda des manifestation	
Améliorer la connaissance des métiers	Améliorer la connaissance des métiers via les rencontres métiers ; mailler programmation des rencontres métiers et diagnostic partagé sur les métiers en tension	100%	MDEF	Action RM	0 €	Région-GIP MDEF	organisation de 3 RM en lien avec l'action de formation "service en salle"	
	Favoriser les passerelles entre Rencontres Métiers et parcours de formation	75%	MDEF	poste de chargé de mission CTEF	0	Région	A la fin de chaque RM fiches descriptives remises sur la formation dans le domaine métier Sur pratiquement toutes les RM, un centre de formation	
	Inciter les organismes de formation à participer à la meilleure connaissance des métiers via des rencontres métiers, portes ouvertes ou autres événements	50%	MDEF			0	Région-Etat	
	Tendre à ouvrir les Rencontres métiers à tous les publics hors-demandeurs dans le cadre du SPRF-SPO	50%	MDEF			0	Région-Etat	
Développer des actions de lutte contre le décrochage, favoriser le rattachage à la formation	Créer les collaborations nécessaires entre les porteurs de projet du Plan de rattachage à la formation	50%	CTEF	poste de chargé de mission CTEF	0	Région		
	Mieux articuler les actions du plan de rattachage (Région) avec les plateformes (Etat)	50%	CTEF	poste de chargé de mission CTEF	0	Région-Etat		
Coût estimé total					167 000 €			

estimation des fonds territorialisés par enjeu	
Enjeu 1/Anticiper sur les besoins et compétences du territoire et accompagner les mutations des entreprises et les salariés	331 600 €
Enjeu 2/ Développer l'accès à la formation et à l'alternance pour les publics prioritaires	431 960 €
Enjeu 3/Soutenir des actions emploi à destination des publics cibles	153 749 €
Enjeu 4/ Développer l'orientation tout au long de la vie	167 000 €
	1 084 309 €